

Mai 68 dans l'Yonne

Conférence « Les Après-midi de Saint-Florentin »

6 juin 2008

Introduction

Les événements de mai 1968 restent à ce jour le plus grand mouvement social que la France a connu.

L'attention se porte souvent sur Paris et les événements qui s'y sont déroulés. Ceux-ci ont tendance à occulter ce qui s'est passé en province. Pourtant si on veut saisir la profondeur du mouvement, sa réalité dans toutes ses dimensions, il faut étudier ce qui s'est passé dans les départements. Ce n'est qu'à cette condition que l'on comprendra comment le pays profond a participé aux événements et comment, aussi, il a joué sa propre partition, à l'écart des élans parisiens.

Car il y a plusieurs Mai 68. Il y a le Mai étudiant et il y a le Mai ouvrier. Il y a le Mai parisien et il y a le Mai en province. Il y a le Mai des enseignants. Il y a le Mai des lycéens. A eux tous ils forment le Mouvement.

I - Les événements dans l'Yonne

La grève du 13 mai est bien suivie dans l'Yonne et les manifestations d'Auxerre et de Sens sont particulièrement denses. 2000 manifestants à Auxerre et autant à Sens. Fait significatif, la ville de Tonnerre a sa propre manifestation qui rassemble 200 personnes. Les photos des manifestations montrent la forte présence des jeunes.

L'histoire a retenu que la grève ouvrière démarrait dès le 14 mai à l'usine Sud-Aviation de Nantes. Mais je suis en mesure de vous révéler un scoop : en vérité c'est l'usine « Métal-Protection » de Bléneau qui ouvre le bal des grèves, le même jour, quelques heures avant Sud-Aviation. Les ouvriers de Bléneau obtiennent immédiatement 23 centimes de l'heure et l'intégration des primes dans leur salaire.

A Migennes, les cheminots débrayent le samedi 18 mai. Ils annoncent que leur grève est illimitée.

L'Yonne entre dans la grève générale le lundi 20 mai. A Auxerre c'est l'usine Fruehauf qui démarre la première. La grève est votée à une écrasante majorité des 1000 employés et l'usine est immédiatement occupée. Les usines voisines de la zone

industrielle débrayent tour à tour le même jour : Fulmen, Nicolas et tout le chapelet des petites entreprises contiguës sont visitées une à une et mises en grève par les militants de la CGT de chez Fruehauf. Sur les boulevards, l'usine Guilliet, forte de 1000 ouvriers, qui ne suit jamais les mouvements de grève nationaux, se met en grève, ce qui est souligné comme un exploit par les cadres syndicaux.

A Sens, ce sont les entreprises Mors, Pont-à-Mousson, Pinchart et Denis, SEIMA qui sont en grève le 20 mai. Le 22 mai les établissements CGF, Etal-Froid, Breger, Soplame et les services municipaux les rejoignent.

A Migennes, Giblin-Lavault, « la » grosse entreprise de la ville est en grève le 21 mai.

L'usine RKS d'Avallon est en grève à 100 %.

Dans le Tonnerrois l'entreprise de construction Forval, aux Prés-Hauts est en grève à 100 %. Le personnel de la mairie de Tonnerre et les communaux sont tous en grève. Les enseignants de la ville sont en grève à 100 %. Aux PTT de Tonnerre la grève est « illimitée » et le taux de grévistes est de 80%.

La grève est largement suivie à EDF-GDF dans tout le département (mais l'électricité est distribuée normalement).

Les Postes d'Auxerre et d'Avallon sont occupées le 20 mai.

Dans l'enseignement la puissante FEN décide de lancer un mot d'ordre de grève à partir du mercredi 22 mai. Dans l'Yonne le mot d'ordre est appliqué à la lettre. Les instituteurs se mettent en grève à 90%. Les professeurs de collège et de lycée aussi.

Les lycéens, bien souvent ont précédé leurs professeurs, dès le lundi 20 mai.

Il faut dire que dans les lycées le contentieux est lourd. Les règlements draconiens et obsolètes appliqués à la lettre sont en total décalage avec l'époque. Les aspirations à la liberté de parole, à la liberté d'information, à la liberté vestimentaire, sont grands. Dans les lycées de filles le port de la blouse est obligatoire. On doit porter, en alternance, une semaine sur deux, une blouse bleue ou une blouse rose. Bernard Guibert, aujourd'hui directeur du CDDP (Centre départemental de documentation pédagogique) témoigne. Je cite :

A l'époque j'étais en classe de seconde au lycée Jacques-Amyot. Pour un mot de trop, une attitude, un devoir rendu en retard, on était collé, le samedi, le dimanche... Je me souviens d'un « scandale » qui avait franchi le mur qui nous séparait du lycée de filles : un matin, la fille du sous-préfet est arrivée au lycée en pantalon. Elle n'a pas pu rentrer en cours, toute fille de sous-préfet qu'elle était. Il a fallu qu'elle rentre chez elle se changer. Une fille en pantalon, au lycée, vous imaginez...

Les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices sont occupées par les élèves et

les professeurs. Les élèves de terminale des écoles normales s'opposent aux modalités de passage du baccalauréat. Le vocabulaire employé donne le ton de l'époque. « Nous refusons, disent-ils, de devenir des perroquets qui vomissent un cours ».

Dès le début du mouvement les soutiens affluent.

La solidarité financière se met en place au bout de quelques jours de grève. Dès le lundi 27 mai, après une semaine de grève, des problèmes d'intendance se font sentir au sein des familles. Beaucoup d'ouvriers sont payés à la quinzaine. Encore faut-il, pour toucher sa paie, que la comptabilité de l'entreprise fonctionne ! Souvent elle est fermée car le personnel est en grève. On ne peut même plus retirer d'argent aux guichets car les banques, les postes et les caisses d'épargne ont bouclé leurs portes en raison de la grève.

Les comités de grève organisent des collectes d'argent et de vivres. En une semaine le Comité de grève auxerrois réunit 10 000 francs. Le total des fonds récoltés s'élève à 30 000 francs le 12 juin, somme très élevée qui représente 62 fois le SMIG ; en 2008 cette collecte correspondrait à 62 000 euros).

La collecte de fonds prend différentes formes. Ainsi dans le Sénonais, un bal « au profit des grévistes les plus nécessiteux » est organisé à Saint-Clément.

Les municipalités, même celles de droite, votent des crédits pour les familles de grévistes dans le besoin. La municipalité d'Auxerre vote un crédit de 5 000 francs.

Le comité de soutien aux grévistes de l'Auxerrois fait état du soutien des municipalités d'Auxerre, Accolay, Appoigny, Augy, Beaumont, Chemilly-sur-Yonne Chichery, Cravant, Héry, Irancy, Lindry, Perrigny, Rouvray, Sougères, Seignelay, Vaux, Venoy.

Le Conseil général décide, le 5 juin, d'ouvrir un crédit de 100 000 francs à la disposition des bureaux d'aide sociale pour secourir les familles en difficulté.

Le Comité départemental des jeunes agriculteurs de l'Yonne exprime sa sympathie envers les étudiants. Le CDJA souligne que seuls 2 % des jeunes ruraux accèdent aux études supérieures et il demande que des bourses soient attribuées aux fils d'exploitants agricoles. Il demande aussi la création d'écoles maternelles en milieu rural et la suppression des classes uniques au profit de regroupements scolaires. Il rappelle les revendications paysannes sur le prix du lait, de la viande. Il demande enfin que la terre soit considérée comme un « instrument de travail et cesse d'être la proie des convoitises ».

Plus étonnant est le communiqué de Monseigneur Stourm, archevêque de Sens.

Non seulement il emploie l'expression « classe ouvrière » en parlant des ouvriers et soutient leurs « légitimes revendications », mais il appelle les chrétiens à soutenir le mouvement en cours. Je cite :

Les chrétiens doivent se montrer accueillants et compréhensifs à l'égard de tout ce qu'il y a de bon, de vrai et de foncièrement juste dans les revendications actuelles et apporter généreusement leur concours pour les faire aboutir même si cela doit entraîner des « révisions déchirantes ».

A la fin de cette semaine on peut dire que la grève est générale dans l'Yonne. Des milliers de travailleurs ont cessé le travail.

Dans toutes les villes du département des comités de grève interentreprises sont créés. Les meetings sont quotidiens.

Le 25 mai s'ouvrent les négociations au ministère des affaires sociales, rue de Grenelle entre syndicats et patronat sous l'égide du gouvernement.

A partir du 27 mai commence la deuxième semaine de grève dans l'Yonne

L'annonce du protocole de Grenelle le lundi 27 mai ne ralentit en rien l'élan de la grève. Le « relevé de conclusions » de Grenelle est rejeté partout. Des revendications essentielles ne sont pas satisfaites : abrogation immédiate des ordonnances sur la Sécurité sociale, paiement intégral des journées de grève sans récupération, liberté du droit syndical à l'intérieur des entreprises, semaine de 40 heures sans diminution de salaire, abaissement de l'âge de la retraite, SMIG à 600 francs, suppression des abattements de zones, réforme démocratique de l'enseignement.

Non seulement le protocole est rejeté massivement par les grévistes mais une nouvelle vague de grèves submerge le département.

Dès le début de la deuxième semaine de grève, Marcel Delinon, secrétaire départemental de la CGT annonce que « plus de deux mille ouvriers et ouvrières ont décidé de rejoindre le mouvement, travailleurs du bâtiment, ouvriers de l'ameublement, métallurgistes, et le personnel féminin des manufactures de l'habillement. »

L'entrée en lice des femmes est un signe probant de l'élargissement et de l'approfondissement de la crise.

Autre signe de l'extension certaine de la grève : la création d'une coordination syndicale intercommunale des cantons d'Ancy-le-Franc et de Cruzy-le-Châtel le lundi 27 mai est annoncée. L'usine Lafarge de Frangey, la carrière Fèvre, l'entreprise CESF, sont en grève. Un meeting est organisé à Ravières le mercredi 29 mai, au marché couvert. Trois cents personnes s'y pressent, carriers, cimentiers, cheminots, enseignants. Un appel aux maires est lancé pour qu'ils acceptent que des collectes d'argent en faveur des

familles nécessiteuses aient lieu. Une manifestation de rue est organisée à Ravières et à Nuits-sur-Armançon. Sans doute une première historique !

Partout dans le département les enseignants et l'association laïque des parents d'élèves (Cornec) organisent des réunions d'information pour les parents. Ces réunions font salle comble partout. Lors de ces réunions des motions de soutien aux revendications spécifiques à l'enseignement sont votées.

Le 29 mai, journée d'action nationale de la CGT, on manifeste dans tout le département. On note 1500 à 2000 manifestants à Sens, où on manifeste au cri de « Gouvernement populaire », 700 à Auxerre (mais une autre manifestation – unitaire celle-là – est prévue le lendemain), 250 à Saint-Florentin après un meeting au marché couvert, plusieurs centaines à Joigny et Migennes.

Entre le 27 et le 30 mai on peut dire que le pouvoir semble vacant

Et certains, à gauche pensent qu'il est à prendre. Le protocole de Grenelle a été rejeté. La grève ne faiblit pas. Le pouvoir est impuissant et ne sait que faire. Les ministres n'arrivent même plus à communiquer avec les préfetures en raison de la grève de téléphonistes.

Et puis de Gaulle disparaît. Où est-il ? A Baden-Baden avec les généraux de l'état-major. Mais tout le monde l'ignore alors. Le lendemain tout change. Son discours du 30 mai est un chef-d'œuvre politique. Il mêle la fermeté, la menace, l'appel au peuple et le recours aux élections. La chambre des députés est dissoute. Les élections auront lieu le 23 juin. Sur les Champs Elysées plusieurs centaines de milliers de personnes – sans doute 500 000 – apportent leur soutien à de Gaulle.

A partir de ce moment-là le reflux commence.

A Auxerre, c'est sur la place des Véens, l'oreille collée aux « transistors », que les manifestants rassemblés, écoutent le discours du général de Gaulle. L'efficacité du discours est redoutable. Il fait l'effet d'une douche froide. Pierre Laguillaumie témoigne :

Je me souviens, qu'après le meeting place des Véens, nous sommes partis en manif dans les rues d'Auxerre. Mais le cœur n'y était plus. La manif était morne et silencieuse. Avec quelques copains on a remonté tout le cortège en criant « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », mais ça ne prenait pas. On a compris que c'était fini.

De plus, les seuls qui pourraient hypothéquer le retour à la normale en choisissant l'épreuve de force, le parti communiste et la CGT, ont annoncé dès le premier instant qu'ils respecteraient scrupuleusement la légalité constitutionnelle. Voici ce que dit alors Georges

Ségui : « La CGT déclare qu'elle n'entend gêner en rien le déroulement de la consultation électorale. C'est l'intérêt des travailleurs de pouvoir exprimer, dans le cadre des élections, leur volonté de changement. » Et la CFDT, elle, va jusqu'à envisager de présenter ou de patronner des candidats.

Cette reprise en main politique accompagnée de l'annonce de fortes hausses de salaires va précipiter le mouvement de reprise du travail.

Le SMIG passe de 2,22 à 3 francs de l'heure au 1^{er} juin (+ 35 %) ; les salaires dans l'industrie augmenteront de 7 % le 1^{er} juin et de 3 % le 1^{er} octobre (total : 10 %).

La reprise du travail commence le 4 juin.

Cette troisième semaine est celle de la reprise. Le 4 juin reprennent le travail :

à Auxerre : Fruehauf, la Reliure industrielle, Bornhauser et Molinari.

à Sens : Pont-à-Mousson, CD, Etal froid

à Saint-Florentin : Safet, Ufaga, Bonbons Dolis, Gauthier

à Migennes : reprise générale de toutes les entreprises sauf chez Giblin-Lavault

à Joigny : Ets. Christian, Miseret, l'hôpital

à Tonnerre la reprise est générale entre le 4 et le 6 juin.

à Avallon : RKS

à Héry, la Pyrotechnie

dans les carrières : reprise chez Fèvre, à Chassignelles et aux Carrières de France à Ravières ; il n'y a plus d'entreprises en grève dans le secteur d'Ancy-le-Franc – Cruzy-le-Châtel dès le 5 juin.

dans le textile : reprise chez Sève, à Saint-Fargeau et chez Vallée à Tonnerre

A cette date du 4 juin, la moitié des entreprises restent en grève : Précilec, Guilliet, Fulmen, Nicolas, Ostral, Picaret, Soisson et James (dépôt Valmy), les PTT, la SNCF, l'EDF à Auxerre ; SEMA, Mors, Sopam, Pinchard et Denis, CGF à Sens ; Boxal à Saint-Florentin ; RG, SRCM, Tubauto à Joigny ; Giblin-Lavault à Migennes.

Le 6 juin les enseignants se réunissent pour étudier les accords obtenus par leurs syndicats. Très majoritairement les instituteurs se prononcent pour la reprise du travail. Les écoles maternelles et élémentaires rouvrent le vendredi 7 juin.

Le lundi 10 juin il n'y a plus d'entreprises en grève dans le département de l'Yonne. Dans les collèges et lycées la grève dure encore quelques jours, jusqu'au 12 juin. Les professeurs sont le dernier carré de grévistes. Dans l'Yonne la grève aura duré 3 semaines.

Après le discours de de Gaulle la droite est à la contre offensive.

Le 2 juin à Auxerre la gauche peine à rassembler 500 personnes place des Véens pour protester contre le discours musclé du général de Gaulle. Mais la droite réussit à mobiliser 3000 personnes dans une formidable manifestation place de l'Arquebuse. Les photos publiées par l'Yonne républicaine montrent la foule emmenée par de nombreux élus ceints de leurs écharpes tricolores.

Maintenant que la grève est sur le déclin de multiples voix s'élèvent pour réclamer le retour à l'ordre et la reprise du travail. Des groupes de parents d'élèves, des associations d'anciens combattants, des Comités de défense de la république, se manifestent, distribuent des tracts, publient des communiqués.

Bientôt la campagne électorale emplit tout l'espace médiatique. La gauche va à la bataille désunie, sans programme, sans perspective. La droite joue sur la peur du chaos et sur l'anticommunisme. Le premier tour des législatives amorce la victoire de la droite. Le second tour lui fait un triomphe. Les gaullistes ont 357 députés et la gauche n'en a plus que 92.

Dans l'Yonne les mêmes tendances sont constatées. La gauche perd près de 5 000 voix et 4%. Le seul député de gauche, Louis Périllier est battu. La mobilisation de l'électorat a profité à la droite.

Jean Chamand, sur Avallon, est réélu au premier tour avec 65 % des voix. Gaston Perrot, sur Sens, est réélu au deuxième tour avec 62 % des voix. Jean-Pierre Soisson est élu au deuxième tour sur la circonscription d'Auxerre avec 55 % des voix. Il entame une longue carrière.

II - Les enseignements de Mai dans l'Yonne

1^{er} enseignement : la grève est générale

Tous les corps de métier ont été touchés par les grèves et la revendication. Instituteurs, métallurgistes, ouvrières d'usines de confection, garçons coiffeur, bateliers, géomètres, lycéens, cheminots ou facteurs, tous sont entrés dans la grève pour manifester ce désir de changement. Les premières revendications qui ont surgi concernaient les salaires trop bas, le travail trop difficile, les heures travaillées trop nombreuses. Mais rapidement d'autres revendications ont surgi pour demander la liberté de s'exprimer, de fonder des sections syndicales, de lire la presse sans se cacher. Cette diversité et cette unanimité dans la contestation a un sens profond : la société de 68 était arrivé au bout du rouleau. Quand la contestation gagne tout le corps social c'est qu'il faut

que la société toute entière change.

2° enseignement : la grève est sous contrôle syndical

Ce sont les cadres moyens des syndicats, ceux des usines, des dépôts SNCF ou des PTT qui déclenchent la grève. Ce sont eux qui les premiers réunissent les employés et leur proposent la grève. La grève n'est pas spontanée. Elle n'est pas, non plus, déclenchée par un mot d'ordre national ou même par une consigne départementale. C'est entreprise par entreprise que la grève est votée. Ces cadres syndicaux d'entreprises garderont fermement en main la situation jusqu'à la fin du mouvement en accord avec les directions départementales.

3° enseignement : la démocratie est à la base

Les syndicats organisent la démocratie à la base : AG quotidiennes, consultations du personnel à chaque étape de la négociation, vote sur la poursuite de la grève ou la reprise du travail.

L'écoute des salariés, la démocratie directe sont devenus incontournables.

Cette écoute des salariés est facilitée par la forme de la grève : l'occupation. Les usines sont occupées, les lycées sont occupés, les bureaux de poste, les gares sont occupés. L'occupation est la règle. On reproduit ici le modèle de 1936.

4° enseignement : l'unité est partout

Il est remarquable aussi que le front syndical CGT-CFDT-FEN-FO tient très correctement tout au long de la grève. C'est l'ampleur du mouvement et l'enthousiasme des grévistes qui permettent ce beau résultat. Le syndicat qui aurait osé briser cette unité aurait tout de suite été mis au ban de l'action, même par ses propres adhérents. Il n'y a guère que FO qui fasse entendre sa différence en refusant, dès le début, de manifester et de participer aux grands meetings publics. La raison qu'apporte cette confédération c'est que les manifestations de rue risquent de dérapier.

5° enseignement : il y a deux moteurs à la grève

Les éléments en pointe dans le département de l'Yonne ont été à la fois les grosses entreprises de la métallurgie et les fonctionnaires.

Les grosses entreprises de la métallurgie comme Fruehauf, Tubauto, Pont-à-Mousson, Mors, RKS sont des entreprises qui emploient une main d'œuvre qualifiée, syndiquée, rompue aux revendications et aux grèves. Ce sont elles qui entrent les premières dans la grève, le 20 mai. Elles entraînent la deuxième vague de grève du 27 mai qui est celle des petites entreprises. Des secteurs qui n'avaient jamais été touchés par un mouvement social le sont. La nouveauté de la grève pour beaucoup est à souligner.

Les fonctionnaires et les employés des entreprises d'État (les cheminots, les postiers), eux aussi, sont fortement syndiqués et disciplinés. Quand leurs syndicats lancent un mot d'ordre, ils le suivent. Ce sont des professions à statuts, donc protégés. La grève ne leur fait pas peur. Leur organisation, leur cohérence, en font des leaders tout trouvés. Les enseignants, notamment, ont la parole facile et ils sont aptes à bien expliquer les choses. Ils ont la confiance de familles. Ce sont eux qui expliquent la grève au reste de la population. Les instituteurs, grévistes des champs, font le lien entre la ville et la campagne.

On a beaucoup dit que la caractéristique du Mai français était l'irruption des ouvriers sur le devant de la scène. C'est vrai. Mais le cas de l'Yonne montre que, plus largement, c'est le salariat tout entier qui est entré dans la lutte, bien au-delà des limites traditionnelles de la classe ouvrière.

6° enseignement : le soutien de la population est massif

On a vu au cours de l'exposé le soutien conséquent que l'ensemble de la société a apporté, dès le début aux grévistes. C'est un signe caractéristique de Mai. Je n'y reviens pas.

7° enseignement : les syndicats se renforcent

Les syndicats sortent considérablement renforcés du mouvement de mai. Au cours du mouvement les adhésions affluent par centaines. Les entreprises dépourvues jusqu'alors de section syndicale s'en voient dotées. C'est le cas de beaucoup de petites entreprises. C'est la grève qui fait entrer le syndicat dans l'entreprise. Et c'est le syndicat dominant, la CGT, qui profite le plus de cet engouement. « C'est par dizaines que l'on compte nos nouveaux syndicats » annonce fièrement l'UD-CGT de l'Yonne à la mi-juin.

8° enseignement : le mouvement est proprement icaunais

A étudier ce qui se dit et ce qui se fait dans l'Yonne au cours de ces quelques semaines de mai et juin on constate que les interférences avec les idées débattues à Paris ou dans les grandes villes de France, notamment dans le mouvement étudiant sont inexistantes. Les débats de la Sorbonne et de l'Odéon n'ont pas migrées jusque dans l'Yonne pourtant proche.

Les militants « gauchistes » de l'Yonne sont peu nombreux et isolés. Sans consignes particulières, ils n'ont pas pu influencer le déroulement des événements.

Les événements sont restés sous l'influence traditionnelle des forces de gauche locales. La force la plus forte est bien sûr la CGT. La CFDT et FO sont aussi bien présentes et actives mais elles sont minoritaires. La FEN, elle, règne sans partage sur le monde de l'éducation. Toutes ces forces syndicales, de la CGT à la FEN, sont réformistes.

Bien encadré par des organisations réformistes le mouvement de mai dans l'Yonne est fatalement réformiste. Les revendications s'en ressentent. Ce qui est réclamé ce sont d'abord des avantages matériels (augmentations de salaires, diminution des heures de travail, création de postes d'enseignants...). Apparaissent ensuite les revendications qualitatives – plutôt portées par la CFDT – qui concernent la gestion des entreprises et la participation. Dans les lycées c'est sous l'impulsion des lycéens et des professeurs les plus engagés qu'est demandée la réforme des enseignements. Et quand on parle politique, à la fin du mouvement, ce sont encore des propositions de type réformiste qui sont mises en avant : union de la gauche et programme commun.

Le mouvement de mai dans l'Yonne est donc bien inscrit dans les structures locales. Il est puissant, bien structuré et sage. D'ailleurs il n'y a aucun incident nulle part dans le département et on ne voit pas l'ombre d'une matraque de CRS.

9^e enseignement : la reprise se fait dans l'enthousiasme

L'image traditionnelle qui est restée de la reprise du travail à la fin des grèves de Mai est celle de la morosité. Les travailleurs déçus par le protocole de Grenelle et par le tour que prenait la situation politique, seraient rentrés en traînant les pieds. Ce n'est pas ce qui ressort des témoignages de l'époque ni des souvenirs qu'en ont les acteurs de l'époque 40 ans plus tard. L'Yonne Républicaine du 12 juin 1968 le dit :

La reprise du travail [aux PTT à Auxerre] fut votée par une salle archi-comble, dans une ambiance incroyable. L'intervention d'un camarade du comité de grève tirant les conclusions de la lutte unie des postiers fut saluée par un tonnerre d'applaudissements.

Le témoignage de Pierre Laguillaumie, professeur d'éducation physique au lycée Fourier en 1968, militant trotskiste, est éloquent.

Nous avons repris le travail en étant gonflé à bloc. Ce que nous venions de vivre était formidable. Nous étions persuadés que le mouvement allait continuer et qu'il déboucherait sur un mouvement encore plus grand et plus profond. Toute autre issue paraissait impossible. Il n'y avait pas rupture mais continuité. Mai 68 n'était que la répétition générale de la révolution à venir.

10^e enseignement : il y a un héritage de Mai

On peut dire que toutes les revendications de 68 – ou peu s'en faut – ont été accordées.

- les salaires ont été augmentés
- le temps de travail a été réduit de deux heures en moyenne
- les sections syndicales d'entreprises ont été instaurées
- les abattements de zones de salaires ont été supprimés ou réduits

- les lycées sont devenus mixtes
- des clubs et des foyers socio-éducatifs ont été animés par les élèves dans les collèges et lycées
- les établissements scolaires ont été gérés de façon paritaires (parents, enseignants, personnels non enseignants, élèves, administration)
- la pédagogie a été profondément renouvelée (moins de cours magistraux, plus de recherches personnelles et d'exposés)
- les notes ont été abolies
- les estrades ont disparu des salles de cours
- les tenues vestimentaires imposées dans les lycées ont été supprimées

Mais la transformation la plus spectaculaire est sans aucun doute celle des rapports sociaux au sein des entreprises. Les rapports entre les ouvriers et la maîtrise ne seront plus jamais les mêmes. La grève a été un formidable vecteur de changement. Les cadres et les employés se sont côtoyés dans la grève. La rigidité de la hiérarchie a été mise à mal.

Après 68 rien ne sera plus comme avant. Par leur lutte exemplaire et dure les ouvriers et les employés ont gagné le droit à l'écoute des patrons. C'est Alain Michaut, jeune ouvrier chez Nicolas en 1968, sans responsabilité syndicale à l'époque, mais secrétaire départemental de la CGT par la suite, qui le dit le mieux. Je cite :

Avant 68, les ouvriers étaient méprisés. On ne les écoutait pas. Après les grèves ça a changé du tout au tout. Quand on faisait une délégation, elle était reçue. On s'asseyait autour de la table et on négociait. On était respecté. Avant, non. C'est ça que mai 68 a changé.

Conclusion

La révolution dans l'ordre politique n'a pas eu lieu. Pourtant l'ébranlement a été puissant. Le cas de l'Yonne le montre bien.

Voilà un département plutôt rural, sans grande industrie, sans grandes concentrations ouvrières, qui bascule dans la grève la plus totale et la plus générale. Tous les corps de métiers – dès lors qu'ils sont salariés – sont touchés. Ne restent en dehors de la grève que les paysans, les artisans et les commerçants. Et encore une partie non négligeable de ces professions affiche-t-elle une solidarité avec le mouvement en participant aux souscriptions et aux dons en faveur des grévistes.

C'est justement cet élan de solidarité qui montre la cohésion et l'emprise du

mouvement sur tout le corps social. Les dons affluent en masse, en argent et en nature. Les collectes s'étendent à toutes les communes rurales autour des bassins d'emplois. Les élus autorisent et soutiennent les collectes.

Tout le monde est d'accord avec le mouvement - du moins jusqu'au 24 mai et son cortège de violences parisiennes. A partir du 24 mai, c'est la peur qui prend progressivement le dessus. Le spectre de la guerre civile détache très massivement la population du mouvement. Mais avant cette date tout le monde pense que les revendications ouvrières et celles des fonctionnaires sont légitimes. Les salaires sont trop bas, les classes sont trop chargées, les jeunes ont besoin de respirer... tout le monde en est d'accord. Les syndicats, les associations, les émissaires de l'Église, les partis politiques de la gauche et jusqu'au centre droit, tous soutiennent le mouvement.

Il y a un autre facteur, souvent méconnu, qu'il faut prendre en compte : la perception par la population d'une crise économique en cours depuis plus d'un an. Le chômage a quadruplé en quelques mois passant à 500 000 chômeurs. Les salaires n'augmentent plus comme avant. Le « plan de stabilisation » de Giscard d'Estaing produit des effets négatifs tangibles pour la vie quotidienne.

Et puis il y a la durée. La grève dure pendant trois semaines. C'est du jamais vu. Et le mouvement secoue le pays tout entier pendant les deux mois de mai et juin dans leur entier. Les contemporains – chose étonnante – savent dès les premiers jours que le mouvement va durer. Les caisses de secours se mettent en place dès le début de la deuxième semaine. C'est un signe qui ne trompe pas.

Autre signe : des contre-pouvoirs se mettent en place. Le pays est bloqué, plus rien ne fonctionne mais tout le monde vit. En province l'essence ne manque pas. Les boulangers ne manquent pas de farine et les habitants ont du pain. Les bouchers, les épiciers sont achalandés. Aucune crise alimentaire ne sévit. Comment ça marche ? Les syndicats, les grévistes font tourner la machine. Ils livrent et approvisionnent les villes. Ils trouvent même des astuces pour pallier la manque de monnaie en éditant des bons d'échange. Ce faisant ils se substituent aux organismes officiels et légaux.

Dans le champ politique tout le monde pense que de Gaulle a fait son temps et que, oui, « Dix ans, ça suffit ». Déjà, depuis les élections législatives de 1967 on sait que le pouvoir est minoritaire. Il n'a dû son salut qu'à l'apport des députés des départements d'outre mer. En métropole il a été battu en voix et en sièges. Oui, il faut du changement. Il faut que de Gaulle s'en aille. La crise politique est réelle. Entre le 27 et le 30 mai on peut même dire que le pouvoir vacille. Le gouvernement, l'administration sont paralysés et incapables d'agir. Reste que la solution de remplacement politique est en panne. La

gauche est désunie et ses différentes composantes se méfient les unes des autres. L'extrême gauche ne pèse rien. « Objectivement », il n'y a pas de solution politique à la crise politique.

Quand on additionne tous ces facteurs, puissance du mouvement, durée, soutien large de la population, embryon de contre-pouvoir, crise économique, grave crise politique, on obtient un cocktail détonnant. Quand ce cocktail s'enflamme et explose, on a Mai 68.

Mai 68 est paradoxal. La « vraie » révolution n'a pas lieu. La province est réformiste. Elle veut le changement, mais le changement dans l'ordre. Au mieux, elle est prête à soutenir une alternative de la gauche parlementaire.

Pourtant Mai accouchera bien d'une révolution. Ce sera une révolution dans l'ordre de la société. La révolution sera culturelle.

Et cette révolution installera une nouvelle société. Celle-ci durera et dure toujours. C'est celle d'aujourd'hui, c'est la nôtre.

Nous sommes tous, qu'on le veuille ou non, des enfants de 68.

FIN